

*Initiatives ministérielles*

Dans un autre secteur important de notre économie, les pêches, nous avons récemment découvert que le stock de poissons dans les zones près de l'île dépérit rapidement. Les scientifiques du ministère des Pêches et des Océans sont venus il y a quelques semaines et ont dit que d'importantes réductions de contingent étaient nécessaires pour empêcher l'effondrement total de ces stocks. Ce problème a déjà fait perdre leur emploi à des travailleurs d'usines de traitement du poisson dans l'île du Cap-Breton, et il y a tout lieu de s'attendre à ce que la nouvelle année soit caractérisée par d'importantes pertes d'emplois dans l'industrie de la pêche, qui est un autre très important secteur de notre économie locale.

Pour ce qui est de l'industrie forestière qui, jusqu'à maintenant, est demeurée un pilier relativement solide de l'économie de l'île, les perspectives globales à long terme sont, à tout le moins, nébuleuses. L'usine qui fournit directement ou indirectement du travail à plus de 2 000 personnes est l'une des entreprises les plus efficaces et les mieux gérées de l'industrie des pâtes et papiers. Toutefois, depuis deux ou trois ans, cette compagnie éprouve beaucoup de difficultés en raison du ralentissement survenu dans cette industrie. Des défis à plus long terme devront aussi être relevés par l'entreprise, compte tenu des nouvelles tendances dans le secteur de l'environnement qui compromettent certains des avantages dont jouissait jusqu'à maintenant cette usine en raison de son emplacement dans l'île du Cap-Breton.

Ainsi, même si nous avons de nombreuses ressources qui peuvent être exploitées, notre économie continue de dépendre d'industries dont l'avenir demeure incertain. Dans le passé, nous avons pu compter sur le développement des secteurs économiques forts de l'île du Cap-Breton, par le biais d'organismes qui avaient à coeur l'économie de l'île et qui se préoccupaient avant tout de sa croissance future.

Dans les années 60, un gouvernement libéral avait créé la Société de développement du Cap-Breton qui avait, d'une part, la responsabilité de gérer les mines de charbon de la région industrielle du Cap-Breton et, d'autre part, la responsabilité de promouvoir, par le biais de la Division de développement industriel, un développement économique plus diversifié dans toute l'île du Cap-Breton. Cette division, qui a exercé son activité en tandem avec l'élément principal de la Devco durant près de 20 ans, a beaucoup fait pour renforcer la base économique de diverses régions de l'île, jusqu'à ce que le gouvernement décide, lorsqu'il a mis en place l'APECA, de séparer la Division de développement industriel et de créer la Société d'expansion du Cap-Breton en tant que seconde entité tout à fait distincte du reste de la Devco.

Je n'étais pas à la Chambre à ce moment-là, mais je sais que mes collègues qui nous représentent à la Chambre des communes et au Sénat se sont vigoureusement opposés à cette partie de la loi sur l'Agence de promotion économique du Canada atlantique, parce qu'ils ont vu clair dans le jeu du gouvernement en ce qui touche son objectif à long terme. Et cet objectif était de mettre un terme au mandat de la Division du développement industriel en deux étapes: la première était de le retirer à Devco, et la deuxième, comme nous l'avons vu dans le budget plus tôt cette année et dans ce projet de loi, était de fermer complètement les portes de la Société d'expansion du Cap-Breton.

À l'exception de la Société d'expansion du Cap-Breton, qui est une succursale de l'APECA, qui a son siège à Halifax et qui a un mandat très limité et ne se préoccupe qu'indirectement de l'avenir de l'île du Cap-Breton, cette région n'aura plus d'organisme chargé spécifiquement, à l'aide des deniers du fédéral, de favoriser la mise sur pied d'une industrie viable à long terme pour assurer l'avenir du Cap-Breton. Nous vivons à une époque où les piliers de notre économie, l'industrie du charbon, l'industrie de l'acier, l'industrie des pâtes et papiers, l'industrie forestière, l'industrie de la pêche et l'industrie touristique, font face à un avenir sombre, voire à un déclin à long terme.

Au Cap-Breton, nous nous demandons ce à quoi songe le gouvernement quant à l'avenir de notre région lorsqu'il supprime le seul organisme voué au développement économique de l'île du Cap-Breton.

Comparativement à celle du reste du Canada, notre situation est grave et ne cesse d'empirer. Les inégalités s'amplifient chez nous, à l'île du Cap-Breton, et nos jeunes gens sont obligés d'aller chercher du travail ailleurs parce qu'il n'y a pas de débouchés pour eux sur l'île. La ressource la plus précieuse dont nous disposons, à savoir notre main-d'oeuvre jeune et instruite, est obligée de s'exiler à cause du manque de perspectives d'emploi et du manque de vision du gouvernement. La capacité du Cap-Breton d'attirer des industries d'avenir viables s'en trouve limitée.

Voilà le prix que nous payons parce que nous n'avons pas d'agence ayant pour mandat de chercher des solutions aux problèmes propres au Cap-Breton. Les mandats de la Société d'expansion du Cap-Breton et d'Entreprise Cap-Breton, qui sont presque des soeurs siamoises dans le programme que propose le gouvernement, ont été confondus et perdus de vue parce qu'on était trop occupé à fendre les cheveux en quatre et à réaliser des petits projets insignifiants, sans intérêt économique réel pour l'avenir de l'île.